

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/96
12 septembre 2003

(03-4865)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ZIMBABWE

Déclaration de S.E. M. Samuel Creighton Mumbengegwi
Ministre de l'industrie et du commerce international

Je voudrais m'associer à tous ceux qui ont pris la parole avant moi pour remercier le gouvernement et le peuple du Mexique d'accueillir cette Conférence très importante avec une hospitalité attentive et en mettant à notre disposition de remarquables installations. Permettez-moi aussi de vous féliciter de votre élection. Je suis persuadé que, sous votre présidence, nos délibérations seront fructueuses pour nous tous. Nous nous associons également aux autres orateurs pour souhaiter chaleureusement la bienvenue au Cambodge et au Népal, nouveaux Membres de notre organisation.

Si mon pays est Membre de l'OMC, c'est parce que nous croyons en un système commercial multilatéral fondé sur des règles. Il faudrait que ce système soit équitable et équilibré, et que tous les Membres en soient les architectes. Nous sommes résolus à travailler avec acharnement à mettre cela en place. Les questions commerciales auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sont aussi gigantesques que lourdes d'immenses conséquences pour les ambitions en matière de développement de la majorité, non seulement des pays Membres mais, surtout, de l'humanité dans son ensemble. Des pressions politiques s'exercent sur nous tous pour que nous fassions en sorte que notre commerce nous permette d'assurer une vie meilleure à nos concitoyens. Pourtant, à la grande consternation des pays en développement, les pays développés semblent décidés à continuer d'accorder des subventions à leurs acteurs économiques pour perpétuer le handicap commercial qu'ils nous infligent. Leurs subventions peuvent leur acheter des assurances d'ordre politique mais il ne faut pas qu'ils s'attendent à ce que nous acceptions cela alors que nous voudrions nous aussi nous mettre à l'abri de pressions et de retombées similaires. La survie même de notre population principalement rurale d'exploitants et de paysans dépend d'un accord sur un cadre équitable pour le commerce des produits agricoles. Mais le texte du Président montre on ne peut plus clairement que nous restons divisés entre ceux qui peuvent subventionner la production et les exportations et qui le font et ceux d'entre nous, pays en développement et pays les moins avancés, qui voudraient les subventionner mais ne peuvent le faire.

Comme nous continuons à engager nos partenaires développés dans ces négociations, ils nous disent qu'il faudrait, si nous voulons qu'ils bougent sur le terrain des réformes en matière de subventions agricoles, ouvrir nos marchés aux produits industriels. Ainsi, alors que nous pensions pouvoir protéger nos industries naissantes en prenant des mesures raisonnables, nous sommes invités à renoncer à l'industrialisation et à rester acheteurs, voire à nous interdire indéfiniment de devenir nous-mêmes des vendeurs compétitifs. C'est inacceptable pour ma délégation.

Nous sommes aussi informés du fait que le secteur des services pourrait nous apporter une richesse fabuleuse. Les offres que nous avons reçues jusqu'à présent des pays développés témoignent d'un déplorable manque d'ambition. Ils ne nous donnent rien dans le cadre du mode 4 où nous avons le grand avantage de pouvoir fournir des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés. Les mesures visant à remédier à l'érosion des préférences qui pourraient découler de nouveaux engagements ne nous réconfortent pas beaucoup et sont bien loin de nous tranquilliser. La pilule amère que nous

administrent les institutions financières multilatérales est encore perceptible dans beaucoup de nos pays. Nous sommes las des expérimentations politiques qui nous laissent invariablement dans une situation encore moins favorable, où ces mêmes institutions ne trouvent à nous offrir que de vains *mea culpa* pour leurs insuffisances. Négocions des réductions tarifaires valables comportant comme on nous l'a promis une "réciprocité qui ne soit pas totale" pour les plus faibles d'entre nous.

Nos partenaires développés parlent d'ambition et de compromis. Comment se fait-il que ce soient trop souvent les pays en développement qui finissent par accepter des compromis répondant aux vœux des puissants pays développés? La Déclaration de Doha est assez ambitieuse mais nous nous rendons compte que nos partenaires développés n'ont fait que consentir du bout des lèvres à la plupart des engagements qu'ils y ont pris. Ainsi, en ce qui concerne le traitement spécial et différencié, la Déclaration a prévu des dispositions "plus précises, plus effectives et plus opérationnelles". Aujourd'hui, il apparaît que 25 propositions de premiers résultats (dites *early-harvest*) sur les 88 qui ont été présentées par les pays en développement sont des coquilles vides, sans aucune valeur économique. Pourquoi nos partenaires développés bloquent-ils constamment des questions qui ont pour nous une telle importance alors qu'ils nous harcèlent impitoyablement pour que nous cédions sur des questions qui sont pour eux cruciales? Manifestement, ils ne souhaitent pas que nous devenions des concurrents efficaces.

Enfin, permettez-moi d'évoquer les questions dites de Singapour – les nouvelles questions qui ne le sont pas tant que cela. Il est clairement indiqué dans le préambule de l'Accord de Marrakech qui a institué l'OMC que notre Organisation doit faciliter le commerce de marchandises et de services. Mais les nouvelles questions sont aujourd'hui très à la mode chez nos partenaires. Tenons-nous en aux engagements pris à Doha – il n'y a pas de consensus au sujet de ces quatre questions et des négociations à leur sujet ne peuvent donc être engagées. La plupart d'entre nous veulent que le "processus de sensibilisation" se poursuive pour que nous comprenions bien tout ce qu'impliquent les obligations liées à ces nouvelles questions. Engager des négociations sur la base d'une vague entente en vertu de laquelle on peut participer, puis se retirer, ne constitue pas une réponse. Notre ordre du jour est assez chargé pour nous occuper encore quelque temps. Nous ne souhaitons pas un fardeau supplémentaire.

Permettez-moi de vous assurer que ma délégation coopérera avec vous pour parvenir à un résultat équitable et équilibré. Comme nous le savons tous, un véhicule mal équilibré finit par se renverser – ne faisons pas de l'OMC un tel véhicule.
